

Comment la Chine traque les Ouïgours d'Europe

Pékin exerce de multiples pressions sur les membres de cette communauté vivant à l'étranger, qu'ils aient déjà adopté la nationalité du pays hôte ou qu'ils soient toujours ressortissants chinois.

Le Monde | 20.03.2018 à 12h00 • Mis à jour le 20.03.2018 à 15h02 | Par Harold Thibault (*/journaliste/harold-thibault/*) et Brice Pedroletti (*/journaliste/brice-pedroletti/*) (Pékin, correspondant)



Manifestation de soutien aux Ouïgours, devant la mission permanente de la Chine aux Nations unies, le 15 mars, à New York. Seth Wenig / AP

A Paris, Berlin ou Istanbul, les Ouïgours de l'étranger, qu'ils aient déjà adopté la nationalité du pays hôte ou qu'ils soient toujours ressortissants chinois, sont la cible d'une campagne d'intimidation d'une ampleur inédite. Six d'entre eux, vus ou joints par *Le Monde*, ont témoigné de pressions d'agents chinois pour les pousser à espionner d'autres membres de la communauté en exil, cesser de manifester, fournir des documents personnels et, pour certains, rentrer en Chine. Avec une redoutable arme : des menaces systématiques de détention de leurs familles au Xinjiang.

Un Ouïgour de nationalité française et vivant près de Paris a ainsi reçu récemment un appel vidéo de sa mère, au pays. L'air angoissé, levant le regard comme pour chercher l'approbation d'un tiers en contrechamp avant de parler, elle a imploré son fils de lui « *laisser un peu d'air pour respirer* » en ne se rendant plus à des manifestations, en France, de la communauté ouïgoure en exil. « *Mon chéri, arrête, écoute la police chinoise* », disait-elle. Craignant qu'elle ne soit arrêtée, il a renoncé à ces rassemblements qui appellent au respect des droits de l'homme.

Mais les agents chinois, eux, n'ont pas cessé leurs pressions. Un homme, en particulier, qu'il n'a pourtant jamais rencontré, mais qui, chaque jour, lui envoie des messages par une application de messagerie depuis la Chine : il demande ce qu'il a fait de sa journée en France, s'il se rend bien à son travail dont il connaît tous les détails, s'il a des informations sur les activités d'autres membres de la communauté. Une fois, à l'approche d'une manifestation, il l'a prévenu : « *On va chercher ta mère dans la semaine.* »

« Lancer le filet très loin »

Les 10,5 millions de Ouïgours, turcophones et musulmans, sont soumis depuis 2016 à des mesures de surveillance physique et électronique d'une portée sans précédent dans la région autonome du

Xinjiang, aux confins de l'Asie centrale. Des rafles à grande échelle ont envoyé des centaines de milliers d'individus en prison ou dans des centres d'« éducation politique », souvent au motif d'avoir séjourné à l'étranger, ou bien d'y avoir de la famille. « *Les Ouïgours à l'étranger ressentent une profonde anxiété, ils ne peuvent pas contacter leurs familles et vivent dans l'angoisse que leurs proches aient été emprisonnés* », dit le linguiste Abduweli Ayup, réfugié en Turquie.

En France, les demandes d'informations se sont faites plus détaillées depuis l'été 2017 : une Française d'origine ouïgoure confie avoir été contactée par sa mère restée au Xinjiang qui, sur ordre de la police locale, lui demandait des scans de son contrat de travail, du bail de son appartement, des documents prouvant sa nationalité française, mais aussi de tous ses diplômes ou encore de son certificat de mariage. A part cet échange, elle ne contacte plus ses proches, sur ordre de sa mère : « *Elle m'a dit : "Tu es intelligente, tu comprendras, ne m'appelle plus, ni plus personne de la famille".* »

Lire aussi : En Chine, des centres de rééducation pour les Ouïgours « politiquement suspects » (/international/article/2018/01/19/en-chine-des-centres-de-reeducation-pour-les-ouigours-politiquement-suspects_5244073_3210.html)

« *La police politique chinoise a pour but de ramasser le maximum d'informations, ce qui lui donne des moyens de contrôle. Ils appellent ça : lancer le filet très loin pour attraper le plus de poissons* », dit une autre Ouïgoure française. Les autorités chinoises veulent, entre autres, déterminer qui a gardé la nationalité chinoise ou pris la citoyenneté française. Pékin pourrait alors contraindre ses ressortissants à rentrer en Chine en faisant pression sur leurs parents.

Les dangers d'un tel retour épouvantent tout le monde. « *J'ai peur d'aller directement en prison et d'être torturé si je rentre. Les autorités chinoises sont persuadées que la mentalité des Ouïgours sortis du pays a été contaminée* », dit un Ouïgour encore chinois résidant en France. Il a pourtant toujours gardé ses distances avec les militants de la cause en Europe. « *Mais plus personne n'est hors du radar* », déplore-t-il.

« Frérot, ne nous oublie pas »

Batur (le prénom a été modifié), un étudiant ouïgour d'une trentaine d'années installé à Berlin, a vu la situation se tendre après l'arrivée en 2016 d'un nouveau secrétaire général du Parti communiste à la tête du Xinjiang, Chen Quanguo, fort de son succès dans la « sécurisation » du Tibet, où il officia précédemment. Batur commença à cette époque à être contacté sur WeChat ou Skype par deux agents en Chine. « *Au début, ils me demandaient comment allaient mes études, si j'avais des amis ouïgours. Et puis ils disaient : "N'oublie pas qu'on connaît ta famille." Au bout de trois mois, ils sont devenus beaucoup plus pressants. J'ai fini par dire de ne plus appeler, que je les dénoncerais aux autorités allemandes* », dit-il.

A cette époque, la sœur de Batur, rentrée au Xinjiang en 2015 après quatre ans d'études en Turquie, lui avait fait part de son inquiétude, car les personnes revenues de Turquie se faisaient interroger. Il l'avait rassurée. « *Mais tout à coup, en mars 2017, ils ont confisqué tous les passeports, dont celui de ma sœur. Le 29 avril, son dernier message dit : "Frérot, ne nous oublie pas" »*, dit-il.

Lire aussi : Chine : prison à ciel ouvert pour les Ouïgours au Xinjiang (/international/article/2018/01/19/chine-prison-a-ciel-ouvert-pour-les-ouigours-au-xinjiang_5244070_3210.html)

Batur appelle sa mère, qui lui reproche de « *faire des choses pas bien* » – comprendre, participer à des manifestations de la communauté ouïgoure en exil – et lui interdit de la rappeler. En mai 2017, ses amis et parents le bloquent sur leur messagerie. Seul un ami vivant en Chine intérieure le contacte pour dire qu'à son passage dans son village, il a vu sa maison déserte et bouclée. Sa sœur, a-t-il appris, avait été condamnée à huit ans de prison. Son frère, qui a déjà fait deux ans de prison, avait aussi de nouveau été arrêté. Il ne sait pas où se trouve sa mère, craint qu'elle soit en centre d'« éducation ».

A Berlin, Batur et ses amis ouïgours n'ont plus qu'un sujet quand ils se retrouvent : le sort des leurs au Xinjiang. « *Ceux qui viennent comme moi du sud du Xinjiang ont en général un membre de leur famille en centre de rééducation, et un en prison. Dans le nord du Xinjiang, les gens restent internés*

six mois puis ressortent, dit-il. Dans le sud, on n'a plus de nouvelles une fois qu'ils sont en centre. »